
Dimitrovgrad : quand l'identité cherche à s'émanciper du symbole

Description

Le 2 septembre 2007, Dimitrovgrad a fêté en grande pompe les 60 ans de sa création. Conçue et construite comme une vitrine du jeune régime communiste, la ville a été fondée en Thrace, sur les terres fertiles le long de la Mariza, à 200 km de Sofia, sur la route d'Istanbul. Située non loin de Plovdiv, elle consiste en la réunion de trois villages voisins, Rakovski, Mariino et Tchernokonivo. Cette réalisation se situe dans le prolongement des projets d'industrialisation de la monarchie déchue. La gare de Rakovski (de son nom turc Kaiadjik) était déjà un important nœud ferroviaire. De nombreuses banques, officines d'avocats, ainsi que toute une intelligentsia y était installées.

«Mon chemin vers la maison
passe par Dimitrovgrad (...)
Avec la sueur, nous offrons
notre souffrance
pendant ces jours bâtisseurs!»
Et les gens seront bons, Penio Penev[1]



Les origines de Dimitrovgrad

Le volontarisme des politiques, dans cette oeuvre de «propagande urbanistique», est matérialisé par une mobilisation sans précédent. Cinq mois seulement s'écoulent entre la décision officielle de fonder la ville et son inauguration, le 2 septembre 1947. Cinquante mille jeunes viennent de tout le pays (on dénombre 963 localités d'origine) pour bâtir ce symbole du «renouveau» de la nation bulgare. L'esprit du projet est contenu dans son slogan: «*Nous construisons la ville, la ville nous construit*». Ses bâtisseurs en deviennent d'ailleurs les premiers habitants. Pour arriver à ce résultat, le pouvoir manie l'enthousiasme et la contrainte, l'idéalisme et le privilège. Il investit de façon massive dans une centaine d'usines, dont la première usine de phosphates de Bulgarie, la première boulangerie industrielle, une cimenterie et une grande centrale thermique. En 1960, la ville, nommée d'après le patronyme du fondateur de la Bulgarie communiste, Premier ministre de 1946 à sa mort en 1949[2], «*guide et professeur du peuple bulgare*», Gueorgui Dimitrov, exporte déjà la production du Himkombinat (combinat chimique) dans 36 pays.

Les deux architectes communistes de cette «ville programmée», Liouben Tonev (formé en France) et Petar Tachev, l'ont conçue selon la méthode du «zonage structuro-fonctionnel», prenant en compte tous les aspects, du climat à la culture, en passant par le transport, la production, l'habitat et les loisirs, mais excluant le commerce, activité censée disparaître avec le communisme.

Le mythe déchu

Avant même la chute du communisme en 1989, la ville est déjà en plein déclin, victime de la faillite générale de l'économie dirigiste – l'industrie est sinistrée, les licenciements sont massifs, des usines

ferment, celles qui subsistent posent des problèmes écologiques (les gazages du Himkombinat, privatisé et rebaptisé Neohim, et la centrale hydraulique Mariza 3 font régulièrement les titres de la presse locale). L'inflation et la transition démocratique difficile font le reste. Certaines privatisations sont des succès, d'autres sont entachées par des soupçons de corruption. Dimitrovgrad cumule les problèmes spécifiques alors à toutes les villes bulgares de taille moyenne, avec les siens propres. Une particularité, liée à l'origine récente de la ville, est l'absence de restitution des biens aux propriétaires spoliés par les nationalisations communistes.

Sur le plan symbolique, à l'instar des anciennes villes bulgares, débaptisées par le régime totalitaire et qui retrouvent leur dénomination originelle, une tentative est faite de décommuniser le nom de Dimitrovgrad. «*C'est le nom d'un criminel!*», clame le «comité d'initiative» des habitants, dans une pétition présentée à cet effet. On envisage alors de re-baptiser la ville Trakia (Thrace). Malgré un relatif équilibre entre représentants de l'opposition démocratique et ceux de l'ancien parti communiste au Conseil municipal, la proposition d'organiser un référendum sur le sujet est rejetée. La ville gardera son nom, la nostalgie de certains laissant cependant la place à la nécessité du «souvenir»: nombre de citoyens de la ville considèrent en effet aujourd'hui qu'il fallait le conserver «*pour qu'on connaisse l'Histoire*».

L'imposante statue de Dimitrov, haute de 4 mètres, située en plein centre ville, est déboulonnée en 1992 et certains habitants réclament qu'un monument aux victimes du communisme soit érigé à sa place. De leur côté, les socialistes (ex-communistes de la ville) s'emploient, à l'occasion des 120 ans de la naissance de l'ex-dictateur en 2002, dans une valse-hésitation entre passé et présent, à faire rétablir la statue. Lors d'une âpre polémique, des citoyens déclarent leur détermination à la détruire immédiatement, avant qu'elle ne soit réhabilitée. Les tractations se poursuivent, on propose de la placer le long d'une allée dans un parc, à côté d'autres vestiges et monuments de l'époque révolue, proposition également rejetée.

Cette difficulté à composer avec le passé communiste est confirmée par l'échec d'une autre initiative, consistant à créer un complexe d'hôtels (sur le modèle des *Osthotel* allemands), restaurants, salles de congrès et galeries, dans les bâtiments des anciennes usines de la ville, dont les cheminées seraient peintes de couleurs vives, un nouveau lieu de «tourisme industriel» pour Occidentaux en quête de sensations.

Dans un geste beaucoup plus modeste mais significatif, à la suite des différents changements de nom des artères de la ville au gré des époques, la mairie vient de déboursier 20.000 euros, financés par la taxe sur le tourisme, pour de nouvelles plaques de rues et boulevards, standardisées, y ajoutant des indications en alphabet latin à destination des visiteurs étrangers.

Un compromis à inventer

En quête d'une identité nouvelle, d'un équilibre entre passé et présent, les habitants de Dimitrovgrad cherchent à se démarquer de «leur» histoire, une histoire officielle plaquée de façon arbitraire sur leurs destins personnels et collectifs, une histoire «malgré eux». Ils ont bien construit la ville, mais la ville ne les a pas construits. Ils plaident alors pour la mise en valeur du potentiel et des perspectives de développement d'une cité qu'ils veulent désormais faire leur. Pour conjurer le marasme économique, ils mettent en avant la préservation de leur environnement, parcs et espaces verts, en réaction au relatif désintérêt des promoteurs immobiliers, responsables de la disparition de la végétation dans d'autres villes, telles que Sofia notamment. Ils soulignent la vitalité de la vie culturelle: festival de

théâtre, premier salon des arts (annuel et national) en septembre 2007, expositions insolites, concerts. La ville, dont la place principale vient d'être entièrement refaite, reste également un important carrefour: elle vient d'investir 400.000 euros dans une nouvelle gare routière.

Cette distanciation face à l'histoire totalitaire, dont le pendant est un désir d'intégration dans une histoire plus universelle, commune à l'Europe chrétienne, cette volonté d'ouverture, s'expriment dans une saisissante transformation de l'esprit du nom même de Dimitrovgrad: ainsi, on se tourne vers des villes étrangères associées au personnage et à l'histoire de Saint Dimitar. Ce «bricolage» identitaire est sans doute maladroit, illusoire à bien des égards, mais il semble cependant correspondre enfin aux aspirations des habitants de Dimitrovgrad.

La part que prend la population à l'élaboration d'une identité moderne et «positive» se re-flète en outre dans des entreprises individuelles, telles que l'expédition du club d'alpinisme local sur le Mont-Blanc, pour marquer les 60 ans de la création de Dimitrovgrad.

Ces efforts pour dynamiser la ville et lui forger une identité forte suffiront-ils? Les difficultés restent nombreuses et de taille. L'agglomération n'échappe pas à la crise démographique qui frappe la Bulgarie. Sur les 45.000 habitants inscrits sur les registres de la ville, on estime à 70% la part de ceux qui y travaillent et y habitent réellement.

Les jeunes générations, confrontées aux difficultés de leur époque, ne peuvent se concevoir en continuateurs d'un passé «glorieux», suspendus entre mythe et réalité. *«On ne s'inscrit aucunement dans l'histoire de la ville. Nous ne voulons rien savoir du passé et en-core moins du passé de la ville. Mon grand-père a participé à la construction de la ville, comme il disait. Et alors? Sa retraite était misérable et, à 70 ans, il avait l'air d'en avoir 120!»,* s'insurge une adolescente. *«L'éducation est abominable, et pas de perspectives ensuite; couturière, vendeuse ou serveuse pour les filles, le BTP pour les garçons. J'ai envie de partir loin.»*

L'un des défis qu'aura à relever Dimitrovgrad est ce «désamour» de la jeunesse, laissée pour compte, sans infrastructures suffisantes qui lui soient destinées. La toute première dis-cothèque, dans l'ancien cinéma «Camaraderie», tarde encore à ouvrir ses portes.

Aujourd'hui et dans le futur, les tentatives de réconciliation, d'harmonisation des différents héritages, thrace, romain, ottoman, communiste, dans le contexte actuel d'une Bulgarie membre de l'Union européenne, seront les gages de réussite de cette «ville nouvelle» au passé aussi ténu que chargé.



Un concentré des problèmes du pays

Margarita Simeonova est une des journalistes les plus respectées de Dimitrovgrad. Elle est rédactrice en chef du journal de référence de la ville, *Obstinski vestnik*, et travaille également pour la chaîne de télévision locales, *Forum*.

«J'ai 55 ans et j'ai donc littéralement grandi, me suis construite, avec la ville, 'étage par étage', comme écrit Penio Penev. Nous avons vu les terrains vides se couvrir de gazon, se peupler autour de nous. Jusque dans les années 1970, nous n'avions pas vu de gens âgés. C'était très rare, presque attendrissant, de les croiser dans la ville; ils devenaient immédiatement des grands-parents de substitution. La ville avait une intelligentsia, une «bohème culturelle», on nous appelait bizarrement, nous, les bâtisseurs communistes, les «cols bleus». Parce qu'on n'avait pas seulement des idéaux - dans le bon sens du terme- mais aussi quelques diplômés.

Quelque chose est arrivé à nos esprits avec la «déconstruction», la destruction après 1989. La ville est entrée trop vite dans le monde «matériel». C'était une vitrine du régime ancien; aujourd'hui j'ai l'impression que c'est un modèle réduit, un concentré des problèmes du pays. Un mélange étrange de grossièreté, de *chalgadjiistvo*[3] où le plus grand mafieux du pays, Ivan Todorov (tué dans un règlement de comptes), peut apparaître fin et élégant à côté des *hidalgos* en *roubachkas* (les chemises paysannes russes) aujourd'hui septuagénaires, qui ont bâti la ville. Nous, l'intelligentsia, on est crucifié en se demandant ce qui était, ce qui est vrai, ce qu'on a vécu, accepté et pourquoi. Les jeunes générations, en revanche, ne s'intéressent pas du tout au passé. Mais 60 ans, est-ce vraiment un «passé», n'est-ce pas encore le présent?

La ville est hélas en manque d'une vraie direction, de personnalités intéressantes. Le maire sortant, un ancien apparatchik en quête d'un troisième mandat est un «connard» fini et, là, comme il vient de perdre face à Stephane Dimitrov, fils du propriétaire du Neohim[4], on appelle amèrement la ville le «*fief de Dimitrovo*». Le troisième candidat, prometteur, le seul qui avait une vraie vision et des idées, n'a obtenu que 5.000 suffrages. «*C'est malheureusement la peur et la faim qui triomphent, comme partout en Bulgarie!*»

[1] Penio Penev (1930-1959) est la personnalité la plus connue de Dimitrovgrad. Il y vient en 1949 et se fait le chantre des bâtisseurs de la ville et de leur enthousiasme. Désillusionné, il se suicide dix ans plus tard. Depuis 1970, un festival porte son nom.

[2] Accusé par les Nazis d'avoir participé à l'incendie du Reichstag en 1933, il deviendra par la suite la figure emblématique de l'Internationale communiste. Deux autres villes, en Russie et en ex-Yougoslavie, portent également son nom.

[3] *Chalgadjiistvo* – le très populaire pop-folk métissé de musique balkanique, orientalisante évoque le passé commun sous l'Empire ottoman et est perçu comme empreint de vulgarité, dans tous les sens du mot, évoquant comportements primaires, matérialistes, simplistes, et style de vie tapageur.

[4] L'intrusion du monde des affaires dans le pouvoir local est l'une des caractéristiques, au niveau national, de ces élections municipales qui se sont déroulées les 28 octobre et 4 novembre 2007.

* Vlady NICOLOV est journaliste, doctorant en sciences de l'information et de la communication, Université Sorbonne Nouvelles (Paris 3)

Image not found or type unknown



[Retour en haut de page](#)

date créée

15/11/2007

Champs de Méta

Auteur-article : Vlady NICOLOV*